Le Conseil,

Vu le rapport du 25 juin 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le quartier Moncey, délimité par la rue Paul Bert, le cours de la Liberté, la rue Chaponnay et l'avenue Maréchal de Saxe, fait l'objet, depuis 1991, d'une prise en compte prioritaire au titre de la politique de développement social urbain.

Après une longue consultation des élus locaux, techniciens, associations de quartier et acteurs locaux, il a été décidé une réorientation complète du projet urbain initial, ce qui implique une requalification urbaine de l'ensemble du quartier Moncey afin, notamment, de renforcer son identité et de maintenir la population en place.

Le projet comprend notamment, à la place des constructions initialement prévues dans le cadre de la ZAC "Moncey" dont la suppression vous est présentée par rapport séparé, la réalisation d'une vaste place de quartier (9 000 mètres carrés environ) qui serait située à l'emplacement des îlots Corneille et Saint Jacques.

L'aménagement de la place comprendrait également le retraitement de ses abords et des tronçons des voiries attenantes rues Pierre Corneille, Moncey, Saint Jacques, petite rue Saint Jacques et Villeroy ainsi que le pourtour de l'immeuble qui serait construit du côté de l'avenue Maréchal de Saxe.

De plus, l'aménagement devrait permettre l'intégration harmonieuse d'un parc de stationnement et de ses accès à créer sous la rue Pierre Corneille, au sud de la rue Chaponnay, cet équipement devant faire l'objet, par ailleurs, de procédures spécifiques (loi Sapin ...).

Les objectifs visés à travers l'aménagement de cette place portent sur :

- l'amélioration du cadre de vie des habitants,
- la création, dans ce quartier dense, d'un espace permettant une diversification des usages (repos, rencontre, jeux, ...) et une mixité des générations pour les usagers,
- le traitement avec sécurité et confort de la sortie de l'école Paul Painlevé,
- la création d'une continuité de qualité des espaces publics et des cheminements pour piétons entre les places Gabriel Péri et Guichard.

Afin d'engager le processus opérationnel, il conviendrait, compte tenu des enjeux de cette opération, de lancer une première démarche consistant à confier à des concepteurs une mission qui aurait pour but :

- de définir les limites pertinentes du périmètre d'intervention,
- de proposer le parti d'aménagement souhaitable,
- d'établir un phasage de réalisation,
- d'estimer le coût des actions.

Compte tenu de l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres en date du 16 juin 1998, des marchés d'études dits de définition pourraient être confiés à quatre concepteurs spécialisés, conformément à l'article 314 du code des marchés publics.

Par la suite, un des concepteurs pourrait se voir confier un marché de maîtrise d'oeuvre, conformément à l'article 314 bis -8° alinéa- du code des marchés publics, après avis d'une commission composée comme un jury prévue à l'article 314 ter du code des marchés publics et dont la composition figure ci-dessous :

* président du jury :

- monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon, représenté par monsieur le vice-président chargé des marchés publics,

* membres élus :

- les cinq membres titulaires de la commission permanente d'appel d'offres de la communauté urbaine de Lyon ou leurs suppléants, élus par délibération du conseil du 25 septembre 1995 ;

*** membres désignés par le président de la commission en raison de leurs compétences :**

. personnalités compétentes :

- monsieur le maire du 3° arrondissement de Lyon ou son représentant, élu d'arrondissement,
 - monsieur le vice-président chargé de l'aménagement et du développement urbain ou son représentant, élu communautaire,
 - monsieur le vice-président chargé des espaces publics ou son représentant, élu communautaire ;

. maîtres d'oeuvre :

- monsieur le délégué général au développement urbain de la communauté urbaine de Lyon ou son représentant,
 - monsieur le délégué général aux espaces publics de la ville de Lyon ou son représentant,
 - monsieur le directeur de la voirie à la communauté urbaine de Lyon ou son représentant,
 - monsieur le directeur de l'Agence d'urbanisme ou son représentant,
 - monsieur Marguerit, paysagiste,
 - madame Jacotot, paysagiste ;

. représentants institutionnels :

- monsieur le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,
 - madame le comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon ou son représentant.

Le coût global de cette consultation serait au plus égal à 350 000 F TTC correspondant, d'une part, à la passation de quatre marchés de définition avec les quatre concepteurs retenus pour un montant de 80 000 F TTC chacun, d'autre part, à une indemnisation des membres libéraux de la commission qui seraient rémunérés en vertu de la délibération n° 1996-0961 en date du 24 septembre 1996 ;

B - Propose d'approuver le principe de création de la place Moncey-Saint Jacques, de l'autoriser à confier à quatre concepteurs des marchés d'études, dits de définition, afin de préciser les buts et performances à atteindre (article 314 du code des marchés publics), à créer une commission composée comme un jury (article 314 ter du code des marchés publics) dont la désignation figure ci-dessus et à signer les marchés de définition évoqués, enfin de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu le présent dossier ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres en date du 16 juin 1998 ;

Vu les articles 314, 314 bis -8° alinéa-et 314 ter du code des marchés publics ;

Vu sa délibération en date du 25 septembre 1996 et celle n° 1996-0911 en date du 24 septembre 1996 ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le principe de création de la place Moncey-Saint Jacques.

2° - Autorise monsieur le président à :

a) - confier à quatre concepteurs des marchés d'études, dits de définition, afin de préciser les buts et performances à atteindre (article 314 du code des marchés publics),

b) - créer une commission composée comme un jury (article 314 ter du code des marchés publics) dont la désignation figure ci-dessus,

c) - signer les marchés de définition évoqués.

3° - La dépense afférente, d'un montant de 350 000 F TTC, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la communauté urbaine de Lyon - exercice 1998 - compte 231 510 - fonction 64 - opération à créer.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,